



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada



LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de janvier 2022

Canada 

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2022)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

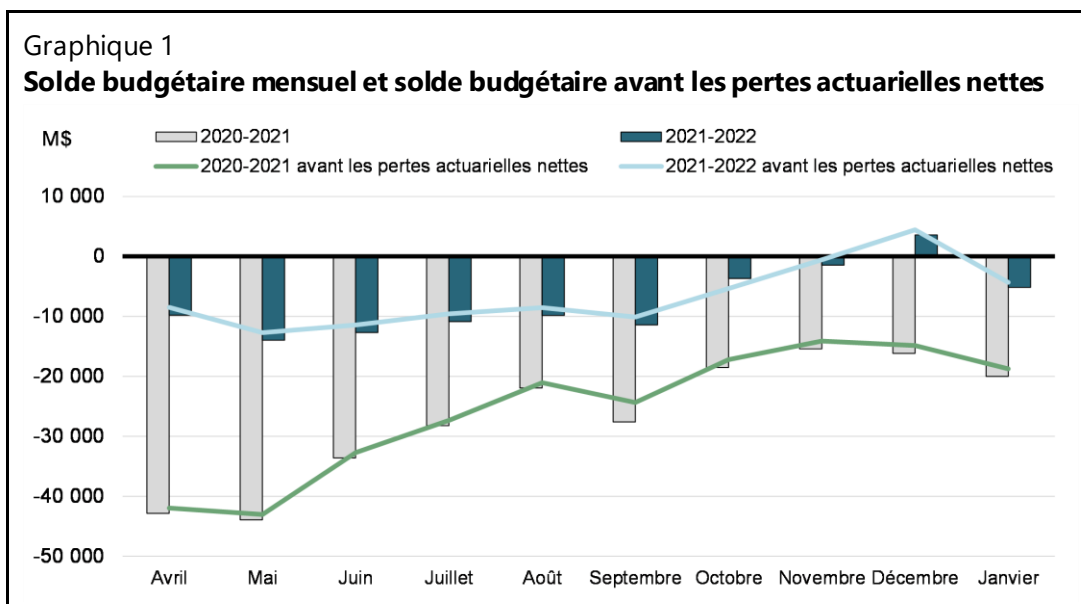
No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0142

Faits saillants

Janvier 2022

Le mois de janvier 2022 s'est soldé par un déficit budgétaire de 5,2 milliards de dollars, par rapport à un déficit de 20,0 milliards de dollars en janvier 2021. Le déficit avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 4,3 milliards, comparativement à un déficit de 18,7 milliards pour la même période de 2020-2021. Le solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Comme prévu, les résultats financiers du gouvernement pour 2021-2022 démontrent une amélioration nette comparativement au sommet de la crise de COVID-19 atteint au début de 2020-2021, et le niveau sans précédent de mesures d'intervention temporaires à la COVID-19 à l'époque. Cela étant dit, ils continuent de refléter des conditions économiques difficiles, notamment l'impact des restrictions et des autres soutiens temporaires du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 qui sont toujours en vigueur en 2021-2022.



Par rapport à janvier 2021 :

- Les revenus ont augmenté de 7,8 milliards de dollars (27,7 %) sur un an, en raison d'améliorations dans toutes les composantes.
- Les charges de programmes, à l'exception des pertes actuarielles nettes, ont diminué de 6,9 milliards de dollars (15,2 %), principalement sous l'effet de la diminution des transferts versés dans le cadre du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19, y compris la Subvention salariale d'urgence du Canada et les prestations de la relance économique.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (13,1 %), ce qui reflète la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés, la hausse des intérêts sur les obligations négociables et des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (33,0 %) en raison de l'amortissement d'une baisse des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés fondée sur les évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada de 2021*. Cette diminution est attribuable à une hausse d'une année sur l'autre des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations.

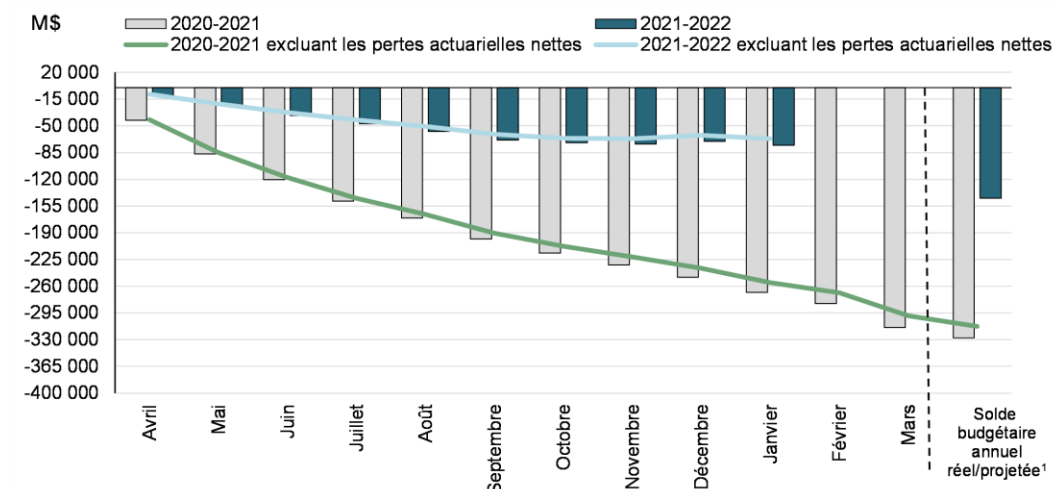
D'avril 2021 à janvier 2022

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2021-2022, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 75,3 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 268,2 milliards pour la même période de 2020-2021. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 66,7 milliards, comparativement à un déficit de 255,3 milliards pour la période d'avril à janvier 2020-2021.

Par rapport à l'exercice 2020-2021 :

- Les revenus ont augmenté de 78,4 milliards de dollars (33,3 %), principalement en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 113,7 milliards de dollars (24,0 %), principalement en raison de la baisse des paiements de transfert versés aux particuliers, aux entreprises et aux autres administrations dans le cadre du Plan d'intervention économique.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (20,4 %), principalement en raison des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation ainsi que de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés. Les intérêts sur les obligations négociables ont également augmenté par rapport à l'exercice précédent, mais la diminution des intérêts sur les bons du Trésor a compensé cette augmentation.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 4,2 milliards de dollars (33,0 %), en raison d'une diminution des obligations actuarielles du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des dernières évaluations actuarielles du gouvernement. Cette diminution est attribuable à une hausse d'une année sur l'autre des taux d'intérêt à la fin de 2020-2021 pour évaluer ces obligations.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes actuarielles nettes


¹ Sources : Rapport financier annuel du gouvernement du Canada de 2020-2021; Mise à jour économique et budgétaire de 2021

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Janvier		D'avril à janvier	
	2021	2022	2020-2021	2021-2022
Opérations budgétaires				
Revenus	28 083	35 869	235 772	314 217
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-45 053	-38 200	-473 951	-360 242
Frais de la dette publique	-1 755	-1 985	-17 169	-20 664
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-18 725	-4 316	-255 348	-66 689
Pertes actuarielles nettes	-1 284	-860	-12 833	-8 600
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-20 009	-5 176	-268 181	-75 289
Opérations non budgétaires	3 902	6 886	-39 580	-13 513
Ressources ou besoins financiers	-16 107	1 710	-307 761	-88 802
Variation nette dans les activités de financement	6 007	6 334	337 198	109 514
Variation nette de la trésorerie	-10 100	8 044	29 437	20 712
Trésorerie à la fin de la période			74 117	80 100

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Les revenus ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et par les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, y compris les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) offerts en 2020-2021. Cependant, puisqu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

En janvier 2022, les revenus se sont chiffrés à 35,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,8 milliards (27,7 %) comparativement à janvier 2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 5,3 milliards de dollars (21,7 %), sous l'effet d'une amélioration généralisée par rapport à la même période en 2020-2021, lorsque les restrictions et les confinements liés à la COVID-19 continuaient de peser sur les revenus.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,7 %).
- Les produits issus du cadre de tarification de la pollution ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (22,5 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 2,2 milliards de dollars (453,5 %) par rapport à janvier 2021. Cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des bénéfices des sociétés d'État entreprises, notamment ceux de la Banque du Canada liés à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. Selon les normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat des obligations par la Banque du Canada sont immédiatement passées en charges. Même si les primes versées ont plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres en 2020-2021, les primes ont diminué depuis et les gains d'intérêt ont augmenté.

Les revenus de la période d'avril à janvier pour l'exercice 2021-2022 s'élevaient à 314,2 milliards de dollars, en hausse de 78,4 milliards (33,3 %) par rapport à la même période de 2020-2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 52,3 milliards de dollars (24,1 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle la COVID-19 avait entraîné la fermeture de grands pans de l'économie et la mise en place de mesures de soutien du gouvernement comme la bonification unique du crédit pour la TPS. De plus, la contribution du secteur financier a considérablement augmenté. De son côté, la part fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 48 millions au cours de la période d'avril à janvier, pour passer à 130 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,2 %), sous l'effet de l'amélioration des conditions du marché du travail.
- Les produits issus du cadre de tarification de la pollution ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (44,1 %), sous l'effet de la consommation accrue et du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2021.
- Les autres revenus ont connu une augmentation de 23,8 milliards de dollars, passant de -1,1 milliard en 2020-2021 à 22,6 milliards en 2021-2022, principalement sous l'effet de bénéfices plus élevés de la Banque du Canada.

Tableau 2

Revenus

	Janvier			D'avril à janvier		
	2021	2022	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	15 186	17 143	12,9	137 075	150 561	9,8
Sociétés	3 874	5 499	41,9	35 835	56 753	58,4
Non-résidents	1 349	1 581	17,2	7 042	8 586	21,9
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	20 409	24 223	18,7	179 952	215 900	20,0
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	2 943	4 310	46,4	24 713	39 449	59,6
Taxes sur l'énergie	418	458	9,6	4 155	4 455	7,2
Droits de douane à l'importation	327	399	22,0	3 372	4 467	32,5
Autres taxes et droits d'accise	477	524	9,9	4 719	4 902	3,9
Total des taxes et droits d'accise	4 165	5 691	36,6	36 959	53 273	44,1
Total des revenus fiscaux	24 574	29 914	21,7	216 911	269 173	24,1
Produits issus du cadre de tarification de la pollution	365	447	22,5	3 108	4 479	44,1
Cotisations d'assurance-emploi	2 662	2 840	6,7	16 884	17 924	6,2
Autres revenus	482	2 668	453,5	-1 131	22 641	2101,9
Total des revenus	28 083	35 869	27,7	235 772	314 217	33,3

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Les charges de programmes ont été touchées considérablement par les mesures de dépenses prises dans le cadre du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), les prestations canadiennes de la relance économique et l'incitatif au remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC). De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 38,2 milliards de dollars en janvier 2022, soit une baisse de 6,9 milliards (15,2 %) par rapport à janvier 2021.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ainsi que les prestations pour enfants, ont diminué de 3,7 milliards de dollars (24,5 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,6 %), en raison de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées, et de la hausse du nombre de prestataires.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,9 milliard de dollars (36,4 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail.

- Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs, qui inclut les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique, la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement et les paiements de la PCU aux particuliers traités à l'extérieur du Compte des opérations de l'assurance-emploi, a diminué de 2,1 milliards de dollars (74,4 %), principalement en raison de l'élimination progressive de la Prestation canadienne de relance économique.
- Les prestations pour enfants ont augmenté de 45 millions de dollars (2,2 %).
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont diminué de 0,2 milliard de dollars (2,8 %), principalement en raison des transferts en vertu du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire dans l'exercice précédent. Cette diminution a été compensée en partie par des transferts versés aux provinces et aux territoires au cours de l'exercice actuel en vertu du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 3,0 milliards de dollars (13,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution est demeuré inchangé pour janvier 2021.
 - Les paiements de la SSUC ont diminué de 6,2 milliards de dollars (87,5 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - D'autres paiements de transfert ont augmenté de 1,6 milliard de dollars (19,4 %), en raison d'un certain nombre de facteurs, dont la hausse des transferts aux Autochtones, les transferts accrus dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements et la hausse des transferts pour appuyer les étudiants.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (20,7 %), sous l'effet de divers facteurs, principalement en raison de la hausse des charges liées à la santé publique.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (13,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés, de la hausse des intérêts sur les obligations négociables et des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des variations de l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont diminué de 0,4 milliard de dollars (33,0 %), principalement en raison de la hausse des taux d'intérêt de fin d'exercice en 2020-2021, lesquels ont servi à évaluer ces obligations.

Pour la période d'avril à janvier de l'exercice 2021-2022, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 360,2 milliards de dollars, une baisse de 113,7 milliards (24,0 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 49,8 milliards de dollars (28,6 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (3,8 %), en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.

- Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 17,4 milliards de dollars (33,4 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail. De plus, les prestations d'assurance-emploi pour la même période de l'exercice précédent comprenaient 27,5 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi. Toutefois, aucune incidence n'est observée sur les cotisations à percevoir puisque le Compte des opérations de l'assurance-emploi a depuis été débité des versements au titre de la PCU dans les *Comptes publics du Canada de 2021*.
- Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a diminué de 33,8 milliards de dollars (66,8 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et la transition vers l'ensemble de prestations canadiennes de la relance économique.
- Les prestations pour enfants ont diminué de 0,5 milliard de dollars (2,1 %), ce qui est principalement attribuable au paiement unique bonifié de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) versé en mai 2020. Cette diminution a été compensée en partie par l'instauration du supplément pour jeunes enfants de l'ACE applicable en 2021.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 15,0 milliards de dollars (17,5 %), principalement en raison des transferts versés aux provinces et aux territoires au cours de l'exercice précédent aux termes de l'Accord sur la relance sécuritaire, du Complément salarial pour les travailleurs essentiels et du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire, et des transferts versés pour le nettoyage des puits pétroliers et gaziers orphelins et inexploités. Ces diminutions ont été compensées en partie par le nouveau financement versé au cours de l'exercice actuel dans le cadre du plan pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants ainsi que par la croissance prévue par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 48,9 milliards de dollars (22,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution a augmenté de 0,9 milliard de dollars (32,5 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse du taux de l'Incitatif à agir pour le climat pour l'année d'imposition 2020.
 - Les paiements de la SSUC ont diminué de 44,5 milliards de dollars (67,1 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
 - Les autres paiements de transfert ont diminué de 12,9 milliards de dollars (18,6 %), principalement sous l'effet d'une baisse des coûts de l'incitatif au remboursement des prêts du programme du CUEC en raison d'une participation réduite comparativement à la même période en 2020-2021 et de la fin de mesures temporaires en réponse à la COVID-19 instaurées l'année précédente.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 7,6 milliards de dollars (9,9 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel et des dépenses affectées à l'achat de vaccins.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 3,5 milliards de dollars (20,4 %), principalement en raison des rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation ainsi que de la hausse des intérêts sur les obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés. Les intérêts sur les obligations négociables ont également augmenté par rapport à l'exercice précédent, mais la diminution des intérêts sur les bons du Trésor a plus compensé cette augmentation.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 4,2 milliards de dollars (33,0 %), en raison de l'amortissement d'une baisse des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés fondée sur les évaluations actuarielles préparées aux fins des *Comptes publics du Canada de 2021*. Cette diminution est attribuable à une hausse d'une année sur l'autre des taux d'intérêt à la fin de 2020-2021 pour évaluer ces obligations.

Tableau 3

Charges

	Janvier			D'avril à janvier		
	2021	2022	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 945	5 223	5,6	48 842	50 708	3,8
Prestations d'assurance-emploi	5 101	3 245	-36,4	52 076	34 707	-33,4
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	2 866	735	-74,4	50 649	16 802	-66,8
Prestations pour enfants	2 037	2 082	2,2	22 631	22 160	-2,1
Total des principaux transferts aux particuliers	14 949	11 285	-24,5	174 198	124 377	-28,6
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 489	3 594	3,0	34 891	35 938	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 252	1 289	3,0	12 519	12 895	3,0
Péréquation	1 714	1 743	1,7	17 144	17 426	1,6
Formule de financement des territoires	284	298	4,9	3 612	3 784	4,8
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	463	s.o.	-	1 823	s.o.
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	s.o.	2 170	2 320	6,9
Soins à domicile et soins de santé mentale	-	14	s.o.	1 249	1 591	27,4
Autres arrangements fiscaux ²	350	-508	-245,1	13 977	-5 202	-137,2
Total des principaux transferts aux autres administrations	7 089	6 893	-2,8	85 562	70 575	-17,5
Charges de programmes directes						
Retour des produits issus du cadre de tarification de la pollution	22	22	0,0	2 813	3 726	32,5
Subvention salariale d'urgence du Canada	7 062	884	-87,5	66 377	21 868	-67,1
Autres paiements de transfert	8 435	10 071	19,4	69 027	56 163	-18,6
Charges de fonctionnement	7 496	9 045	20,7	75 974	83 533	9,9
Total des charges de programmes directes	23 015	20 022	-13,0	214 191	165 290	-22,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	45 053	38 200	-15,2	473 951	360 242	-24,0
Frais de la dette publique	1 755	1 985	13,1	17 169	20 664	20,4
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	46 808	40 185	-14,1	491 120	380 906	-22,4
Pertes actuarielles nettes	1 284	860	-33,0	12 833	8 600	-33,0
Total des charges	48 092	41 045	-14,7	503 953	389 506	-22,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les transferts versés en vertu du Fonds de soutien des travailleurs essentiels lié à la COVID-19 et de l'Accord sur la relance sécuritaire; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

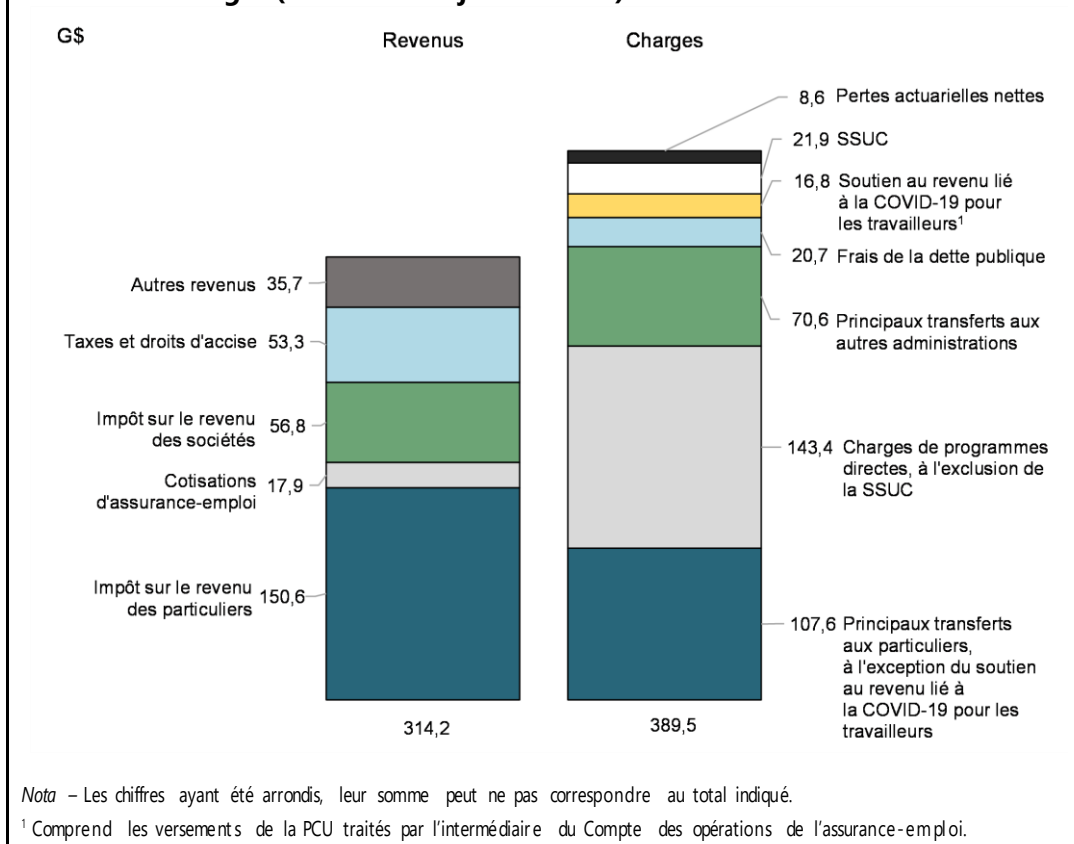
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Janvier			D'avril à janvier		
	2021	2022	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paielements de transfert	37 557	29 155	-22,4	397 977	276 709	-30,5
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	4 576	4 744	3,7	45 157	48 335	7,0
Transports et communications	127	223	75,6	1 408	1 825	29,6
Information	51	57	11,8	307	409	33,2
Services professionnels et spéciaux	1 034	1 225	18,5	9 037	11 481	27,0
Location	358	378	5,6	2 799	3 200	14,3
Réparation et entretien	257	252	-1,9	2 326	2 536	9,0
Services publics, fournitures et approvisionnements	534	1 432	168,2	4 843	7 109	46,8
Autres subventions et charges	111	316	184,7	5 530	4 472	-19,1
Amortissement des immobilisations corporelles	438	410	-6,4	4 475	4 081	-8,8
Perte nette sur cession de biens	10	8	-20,0	92	85	-7,6
Total des autres charges	7 496	9 045	20,7	75 974	83 533	9,9
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	45 053	38 200	-15,2	473 951	360 242	-24,0
Frais de la dette publique	1 755	1 985	13,1	17 169	20 664	20,4
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	46 808	40 185	-14,1	491 120	380 906	-22,4
Pertes actuarielles nettes	1 284	860	-33,0	12 833	8 600	-33,0
Total des charges	48 092	41 045	-14,7	503 953	389 506	-22,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril 2021 à janvier 2022)



Besoins financiers de 88,8 milliards de dollars pour la période d'avril 2021 à janvier 2022

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 75,3 milliards de dollars et des besoins de 13,5 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2021 à janvier 2022 s'est soldée par des besoins financiers de 88,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 307,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse des besoins financiers pour les opérations non budgétaires est attribuable à un certain nombre de facteurs, notamment : les variations d'une année à l'autre des soldes des impôts à recevoir et des créiteurs fiscaux, qui ont touché les créiteurs, charges à payer et débiteurs; et la baisse des prêts versés dans le cadre du programme du CUEC en 2021-2022, consignés dans les besoins financiers au titre des prêts, placements et avances. Ces diminutions ont été compensées en partie par la hausse d'une année sur l'autre du solde des comptes d'opérations de change.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Janvier		D'avril à janvier	
	2021	2022	2020-2021	2021-2022
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-20 009	-5 176	-268 181	-75 289
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	4 568	5 968	-16 168	9 730
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 143	829	13 392	8 980
Comptes d'opérations de change	751	975	5 140	-11 201
Prêts, placements et avances	-2 036	-472	-37 639	-19 489
Actifs non financiers	-524	-414	-4 305	-1 533
Total des opérations non budgétaires	3 902	6 886	-39 580	-13 513
Ressources ou besoins financiers	-16 107	1 710	-307 761	-88 802

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 109,5 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 88,8 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 20,7 milliards en augmentant la dette non échue de 109,5 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois de janvier 2022, les soldes de trésorerie s'élevaient à 80,1 milliards de dollars, soit 6,0 milliards de plus qu'à la fin de janvier 2021.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Janvier		D'avril à janvier	
	2021	2022	2020-2021	2021-2022
Ressources ou besoins financiers	-16 107	1 710	-307 761	-88 802
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	17 105	17 641	249 340	145 336
Bons du Trésor	-11 400	-7 200	85 633	-35 400
Titres au détail	-3	0	-192	-299
Total des emprunts en dollars canadiens	5 702	10 441	334 781	109 637
Emprunts en devises	55	-3 912	1 226	1 467
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	5 757	6 529	336 007	111 104
Réévaluation de swaps de devises	106	208	-7 196	-470
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	153	-427	8 591	-1 129
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-9	24	-204	9
Variation nette dans les activités de financement	6 007	6 334	337 198	109 514
Variation de la trésorerie	-10 100	8 044	29 437	20 712
Trésorerie à la fin de l'exercice			74 117	80 100

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, correspond à l'écart entre le total des passifs et le total des actifs du gouvernement. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 73,6 milliards de dollars d'avril 2021 à janvier 2022, en raison du déficit budgétaire de 75,3 milliards enregistré pendant cette période, qui a été compensé en partie par des gains de 1,7 milliard au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2021	31 janvier 2022	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	207 397	213 767	6 370
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	875 306	1 020 642	145 336
Bons du Trésor	218 775	183 375	-35 400
Titres au détail	299	-	-299
Total partiel	1 094 380	1 204 017	109 637
Payable en devises	15 427	16 894	1 467
Compte de réévaluation de swaps de devises	450	-20	-470
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	9 690	8 561	-1 129
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	5 239	5 248	9
Total de la dette non échue	1 125 186	1 234 700	109 514
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 761	165 549	-3 212
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	144 186	156 583	12 397
Autres passifs	6 711	6 506	-205
Total des régimes de retraite et autres passifs	319 658	328 638	8 980
Total de la dette portant intérêt	1 444 844	1 563 338	118 494
Total des passifs	1 652 241	1 777 105	124 864
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	224 196	241 548	17 352
Comptes d'opérations de change	92 622	103 823	11 201
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	179 278	200 486	21 208
Actifs des régimes de retraite du secteur public	6 320	6 320	-
Total des actifs financiers	502 416	552 177	49 761
Dette nette	1 149 825	1 224 928	75 103
Actifs non financiers	101 079	102 612	1 533
Dette fédérale (déficit accumulé)	1 048 746	1 122 316	73 570

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 janvier 2022 inclut des gains de 1,7 milliard de dollars au titre des autres éléments du revenu global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises pour la période d'avril 2021 à janvier 2022.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley.Recker@fin.gc.ca.

Mars 2022